



© Alexis Brown

 SOCIAL

Récits d'une pandémie qui bouscule les liens sociaux, enquête populaire en MOC

> Anne-France MORDANT et Laura FAURE (*)

En automne 2020, le MOC décide de renouer avec une de ses pratiques historiques, l'enquête populaire, afin de collecter l'expérience populaire de la pandémie et de la structurer en savoirs sociaux. Entre les phases de reconfinement et de déconfinement, un total de 10 groupes a participé à l'enquête au printemps 2021, rassemblant plus de 60 personnes. Ils ont livré leurs récits de la pandémie et – pour certains – en ont tiré une analyse. Les contenus de l'ensemble des travaux de groupe ont ensuite fait l'objet d'une analyse traversable à l'échelle du MOC.

Ce troisième et dernier article de la série consacrée à la démarche d'enquête populaire en MOC vise à compléter le travail de restitution effectué dans deux précédentes publications de Démocratie sur le sujet¹, l'une portant sur les racines de l'enquête populaire, l'autre sur ses aspects méthodologiques. Dans cet article, nous développerons l'analyse menée *a posteriori* au niveau du MOC national autour des traces engrangées par les groupes participants à la démarche.

«Un moment à ne pas oublier»

Le point de départ de l'enquête était le confinement du printemps 2020. Une rupture brute, un «moment historique fort [que] nous devons [...] retenir»² diront certains, «bizarre, inimaginable» ou «que

l'on pensait impossible», pour d'autres. L'arrêt total des activités apparaissait d'autant plus irréel qu'avant le COVID-19, «la société avançait comme un bulldozer», «comme si nous étions invulnérables».

«Le COVID a fait craquer les certitudes», «il a cassé une manière de vivre». Les participant-es racontent «leur» pandémie à partir des expériences qui les ont marqué-es personnellement, entre autres à partir de bouleversements des aspects de leurs vies qui, jusqu'alors, paraissaient intouchables. Parmi ceux-ci, l'interdiction des contacts sociaux qui a constitué un choc, en entraînant une déstructuration du quotidien. Le temps paraît désormais suspendu, entre les habitudes et petits rituels qui sont «mis en attente» et les perturbations des rythmes de travail. Pour certain-es, au

début, c'est l'occasion d'une «pause, de vacances», en pensant que «cela allait être de courte durée [avant] l'ennui de ne plus avoir d'activités [...]». Le repas familial du dimanche, les habitudes, le travail, les formations, le mouvement, l'église, etc. qui procurent habituellement satisfaction, plaisir et liens sociaux deviennent largement inaccessibles.

Des liens sociaux pour «compter sur» et «compter pour» les autres

En limitant les contacts sociaux pour raisons sanitaires, le confinement a privé l'ensemble de la collectivité de quelque chose d'essentiel. Les travaux du sociologue français Serge Paugam sur les mécanismes de fragilisation

des liens sociaux dans les sociétés modernes permettent de mieux comprendre les implications de la restriction des contacts sociaux³ dans le cadre de la pandémie.

Selon lui, différents types de liens sociaux nous relient aux personnes et aux institutions. Bien qu'ils concernent des relations différentes, ces liens sont source de deux dimensions essentielles à la sécurité de l'existence :

- Ils permettent à une personne de se reposer sur ses liens sociaux pour faire face aux difficultés dans son parcours. Ils sont source de protection. C'est la dimension du « compter sur » ;
- Ils apportent à chacun-e l'assurance d'être reconnu-e et valorisé-e par autrui. Ils sont source de reconnaissance sociale. C'est la dimension du « compter pour ».

À partir de ces deux dimensions, Paugam identifie quatre types de liens : lien de filiation, lien de participation élective, lien de participation organique et lien de citoyenneté (cf. Tableau ci-dessous). Pendant longtemps, les individus ont été dépendants de leurs cercles de protection rapprochés (la famille) pour faire face aux difficultés. En sortant cette protection du cercle familial, le développement de systèmes de protection sociale généralisée au fil

du 20^e siècle a permis aux individus de diversifier les liens qui les rattachent à la société. Cette diversité se révèle aujourd'hui fondamentale lorsque, par exemple face à des liens familiaux qui ne sont plus source de protection et reconnaissance (abandon, violences intrafamiliales...), les autres liens pallient ces liens rompus.

La certitude qu'il était impossible de se voir privé-e simultanément de ces formes élémentaires de protection et de reconnaissance a pu être ébranlée par le confinement. C'est à partir de cette hypothèse que les chercheuses ont relu les récits des groupes. La suite de cet article développe les tournures qu'ont pu prendre ces privations d'accès à chaque type de liens dans l'expérience des participant-es.

Les liens familiaux : un éloignement forcé, même dans le deuil

Une perturbation des liens largement partagée concerne la famille, qu'il s'agisse d'éloignement forcé ou, au contraire, du rapprochement forcé dans des foyers devenus des lieux de tensions ou de violences. La famille s'étend bien au-delà du logement et des frontières, et de nombreuses

personnes ont été dans l'impossibilité d'avoir des contacts avec leurs parents et grands-parents placés en maisons de repos, ou de savoir quand elles pourront revoir leur famille à l'étranger.

Durant le confinement, la difficulté d'accéder aux sources de protection familiale s'est doublée d'une expérience de proximité avec la mort. Les défunt-es – emporté-es « hors du champ de vision, hors du champ de mémoire »⁴ des proches – sont « mort-es seul-es, sans accompagnement, sans dignité ». Ce déni de reconnaissance dans la mort concerne aussi le « récit du deuil » de celles et ceux qui restent. Ce récit a été comme « confisqué aux vivants »⁵ : absence de funérailles, interdiction de passer les derniers instants avec ses proches, moment où vont se constituer les souvenirs importants pour traverser le deuil, difficulté à être entouré-e physiquement et accompagné-e par la famille et les ami-es dans la traversée de cette épreuve, etc. :

« J'ai été privée de ma marraine. J'ai voulu aller la voir et on m'a interdit formellement alors que c'est ma 2^e maman. On m'a dit : "Vous ne faites pas partie de la famille. Elle a son fils et sa belle-fille." Ça m'a fait mal qu'on me dise que je ne fais pas partie de la famille. C'était injuste et inacceptable, cette distance, cette non-reconnaissance. »

Cette question du deuil a généré une importante réflexion auprès d'un des groupes, qui a abouti sur une action au niveau communal afin de rendre hommage aux morts. Avant la pandémie, peut-être paraissait-il inconcevable d'être privé de cette forme de reconnaissance dans la mort et le deuil. En dépit de n'avoir pu « compter sur » les autres dans cet accompagnement de la mort durant le confinement, l'hommage aux morts organisé par l'un des groupes a pu rappeler que les personnes endeuillées ont « compté pour » les autres. À l'heure du déconfinement, il est alors apparu important pour ce groupe de rendre visible cette reconnaissance.

Grille de lecture des liens sociaux selon Serge Paugam

Types de lien	Formes de protection Sources du « compter sur »	Formes de reconnaissance Sources du « compter pour »
Lien de filiation	<ul style="list-style-type: none"> • Au travers de la solidarité familiale • Forme de protection rapprochée 	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir compter pour ses parents et enfants • Reconnaissance affective
Lien de participation élective	<ul style="list-style-type: none"> • Au travers de la solidarité de l'entre-soi choisis • Forme de protection rapprochée 	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir compter pour les proches choisis • Reconnaissance affective ou par similitude
Lien de participation organique	<ul style="list-style-type: none"> • Au travers d'un emploi stable • Forme de protection contractualisée 	<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaissance par le travail et l'estime sociale qui en découle
Lien de citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> • Au travers du principe d'égalité face à différents droits (civils, politiques et sociaux) • Forme de protection juridique 	<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaissance de l'individu souverain

Les liens de participation : des liens incomplets

Les récits rappellent que de nombreuses personnes étaient déjà isolées avant le

déséquilibre entre vie professionnelle et vie familiale. «L'apparition de leur espace de travail au sein de leur foyer, mais aussi [...] la routine qui s'installe entre la maison et le travail sans

de garder un lien et une attention pour les groupes, les participant-es notent que le «virtuel ne permet plus la convivialité et de se sentir en collectif».

« Une perturbation des liens largement partagée concerne la famille, qu'il s'agisse d'éloignement forcé ou, au contraire, du rapprochement forcé dans des foyers devenus des lieux de tensions ou de violences. »

confinement ou n'ont pas de famille ici. Alors, «la famille ici, c'est la formation, l'église, fréquenter un peu les magasins... Dès qu'on a dit l'arrêt des formations, des visites, des magasins, dès le début, c'était du négatif». Ce lien entre proches choisis couvre un vaste champ de relations sociales que chacun-e construit tout au long de sa vie, comme les liens amicaux, souvent moins institutionnalisés, mais aussi les liens de socialisation des enfants via l'école. Des participant-es, en majorité des femmes, ont vécu en première ligne les conséquences de la fermeture des écoles auprès de leurs enfants, isolés de leurs camarades et enseignant-es durant cette période.

La coupure des liens entre proches choisis amène un recentrage autour des liens familiaux au sein du foyer (seuls liens «accessibles» durant le confinement), qui met en évidence la complémentarité des liens sociaux. Cette complémentarité se démarque aussi nettement lorsque les participant-es évoquent leurs liens professionnels : ce qui était «perdu» comme lien d'un côté était réinvesti de l'autre côté, quand c'était possible.

La stabilité des liens sociaux a aussi été impactée dans la sphère du travail. Pour certain-es, «le ralentissement des activités a permis d'améliorer la relation avec [leur] enfant», d'évacuer un stress professionnel important ou une fatigue intense, ou de «se retrouver, investir ensemble, faire de petites promenades, prendre un apéro...» avec leur conjoint-e. Pour d'autres, le confinement a été vécu comme un moment de «dérapiage numérique», source de

aucun espace de loisirs sur le côté» et l'allongement des journées de travail qui en découle, ont créé un stress nouveau, dans une période sans délasserment, sans contacts sociaux extra-professionnels, où «le quotidien c'est métro, boulot, dodo, sans rien d'autre».

Si le «maintien du travail et du salaire» a pu jouer sur le sentiment de protection apporté par les liens professionnels, cette forme de protection a souffert de dysfonctionnements. Qu'il s'agisse de l'augmentation de la charge de travail et du stress qui y est lié, de l'absence de respect de mesures sanitaires et de moyens de protection sur le lieu de travail ou plus largement «d'importantes difficultés à être entendu-es par leur hiérarchie», les liens de confiance et de sécurité entre les individus et le lieu qui les emploie a été fragilisé. Cette perturbation du lien professionnel s'est inscrite dans des contextes personnels variables, puisque soit les personnes étaient en mesure de réinvestir ces liens dans la sphère privée, soit cette même sphère privée devenait elle aussi un lieu de fragilisation des liens.

Les liens de participation au sein du mouvement social

Les participant-es s'investissent dans le mouvement par conviction ou simplement «pour rencontrer d'autres personnes». Le maintien d'activités associatives, fût-ce par visioconférence, a parfois permis «de conserver le cordon ombilical» entre les personnes et le mouvement. Si le numérique pouvait constituer un moyen

de garder un lien et une attention pour les groupes, les participant-es notent que le «virtuel ne permet plus la convivialité et de se sentir en collectif».

En assurant ce lien, mais aussi en intervenant très concrètement (colis alimentaire, activités en visioconférence, etc.), le mouvement social a été une source de soutien pendant la crise. Le redémarrage des activités au début de l'été 2020 a été porteur de perspectives positives, comme dans ce groupe d'ainé-es, où est souligné que cette reprise se réalise avec «une attention particulière aux liens : "M. Untel a été placé [...]. Qui sait comment on peut le contacter ? Vous cuisinez bien, vous êtes d'accord de faire un petit cake comme récompense ?" Il faut construire un réseau. C'est la force du mouvement, une attention particulière !»

En même temps, certain-es évoquent un sentiment de colère de ne pas avoir pu compter sur le mouvement, car les activités étaient stoppées, ou plus généralement parce qu'il et elles ressentaient une dislocation des liens avec celui-ci. Cette colère est dirigée vers un mouvement qui semble parfois en décalage, avec une communication «[...] créée par des spécialistes et pas assez par les gens concernés eux-mêmes». La structure du mouvement apparaît alors comme «une grande chaîne avec un fonctionnement difficile, laborieux et toute la richesse s'estompe dans les rouages», ce qui a un effet concret sur leur sentiment d'appartenance : «Ce n'est pas compréhensible [...] J'ai abandonné, ça m'énerve de ne pas comprendre et de ne pas avoir de place».

Pour compter sur la solidarité de cet entre-soi et se sentir appartenir, les récits mettent le doigt sur le besoin de reconnecter tous les niveaux du mouvement ensemble, «d'ouvrir nos portes et de ne pas rester dans nos petits collectifs» et de trouver «un équilibre [...] entre la structure globale et les initiatives locales, l'aspect "mouvement"». Cela est d'autant plus souligné dans un monde où beaucoup ont été démunis face à la complexité de ce que la société était en train de vivre : resserrer ces liens à tous les niveaux permet de «partager des

idées [...] pour plus de solidarité, plus de liens, plus de compréhension dans la complexité. Il y a des initiatives positives [...], mais celles-ci ne se partagent pas beaucoup».

Enfin, plus qu'une intention, les participant-es rappellent à quel point la dimension de convivialité au sein du mouvement est essentielle dans la politisation de leurs expériences communes :

«Si vous voulez réunir des gens, il faut leur donner à boire et à manger [...]. C'est pour ça qu'on [vient]. Partager un repas, un temps d'échange, des temps marquants est indispensable pour la convivialité, pour la construction collective ou pour du divertissement. On peut réfléchir et faire des débats, mais c'est important de manger avant ou après. [...] Mais on ne peut rien dire, rien décider comme volontaire. On peut proposer des choses [...]. Il y a une personne qui porte un chapeau dans notre groupe. Les permanent-es aident beaucoup aussi pour rassembler les idées. C'est malgré tout un mouvement démocratique.»

Cette place prise par les aspects de convivialité a du sens au regard de la fragilisation des liens durant la pandémie. Néanmoins, lors de leurs échanges, les participant-es d'un groupe local mentionnent que «dans notre communication, il est préférable d'utiliser le terme convivialité, plus léger et attirant que le terme solidarité qui peut faire peur à certain-es». Il faudrait alors être en mesure de questionner à la fois les aspects de la convivialité qui pourraient être ravivés dans les relations, mais aussi les ressorts de cette peur envers le terme «solidarité», pourtant tout à fait essentielle pendant le confinement et au fondement de notre mouvement.

Le lien de citoyenneté : injustice et confinement à deux vitesses

Le lien de citoyenneté a aussi souffert de la pandémie. En mars 2020, l'annonce du confinement a fait naître simultanément une vague d'entraide et de solidarité citoyennes immédiate, d'une part, et de nombreuses difficultés personnelles



© Kristina-Topkovic

face aux restrictions, d'autre part. Ces difficultés ont peu à peu fait place à un sentiment d'incompréhension et d'injustice face aux conséquences de mesures qui faisaient plus de mal au quotidien qu'elles ne protégeaient.

Les actes de solidarité étaient mis à l'épreuve des changements fréquents de discours et décisions relayés dans les médias, apparaissant de plus en plus arbitraires ou irréalistes pour celles et ceux qui vivaient la pandémie au quotidien, et façonnant en même temps des clivages au sein de la population (pro- et anti- jeunes et/ou aîné-es, etc.).

Le sentiment d'injustice est exprimé différemment selon où on se place dans la temporalité des confinements. Au début de la pandémie, lorsque les règles étaient

qu'«on [les] prend pour des enfants dans la communication gouvernementale», mais aussi qu'ils et elles perdaient toute forme de pouvoir et de marge de manœuvre face aux consignes et contrôles du confinement strict. En effet, il a rapidement été établi que ce confinement était impossible à respecter dans de nombreuses situations, et les participant-es ont eu le sentiment d'être «rendu-es responsables alors que la responsabilité n'était pas la nôtre, mais devait être prise par les médecins et le gouvernement». S'il est certain que nous ne connaissions que peu de choses sur ce nouveau virus, souscrire à cette responsabilisation, dans le cadre d'un effort collectif, implique au préalable un sentiment de confiance envers les

« Si le " maintien du travail et du salaire " a pu jouer sur le sentiment de protection apporté par les liens professionnels, cette forme de protection a souffert de dysfonctionnements. »

les mêmes pour presque tout le monde, exception faite des métiers en première ligne, la pandémie a agi comme un révélateur des inégalités déjà présentes dans la société. Lors du déconfinement, les mesures différenciées ont accentué le sentiment d'injustice de celles et ceux qui vivaient des situations impossibles tout en voyant d'autres personnes bénéficier des assouplissements.

Face aux mesures, certain-es se sont senti-es «infantilisé-es», considérant

institutions. Or, les récits montrent que cette confiance a été à plusieurs reprises entamée, entre autres au travers de l'abandon ressenti par les plus touchés-es et par les acteur-rices des systèmes de soins de santé.

Protection et reconnaissance : deux victimes de la pandémie

Ainsi, les participant-es se sont vu-es privé-es simultanément des différentes sources de protection et



La dimension de convivialité au sein du mouvement est essentielle dans la politisation des expériences communes.

© ismael-paramo

de reconnaissance sociale qui se construisent au travers des liens sociaux.

Selon Paugam, la fragilisation des liens sociaux «pousse les individus à rechercher des formes de protection complémentaires dans leur sphère privée, ce qui a pour effet d'accroître les inégalités»⁶. Or, le confinement a en plus rendu impossible de vivre ces liens sociaux rapprochés et il apparaît nettement que, dans une société en crise, ces derniers sont nécessaires, mais aussi insuffisants pour faire face à l'isolement et à l'impossibilité d'accéder aux ressources essentielles à une vie sociale digne. Les participant-es d'un groupe résumant que «l'isolement n'est pas vécu de la même façon par tout le monde. Cette différence serait due aux situations de vie variable. On n'a pas été isolé de la même façon. [...] Des différences sont apparues en fonction des situations de vie».

Si ces conclusions paraissent aujourd'hui bien évidentes, les revoir sous l'angle des liens sociaux permet d'y déceler les dimensions de protection et de reconnaissance qui ont été mises à mal tout au long de la pandémie, ce qui a pu générer un sentiment d'abandon important chez une bonne part de la population. Ce sentiment d'abandon perdure au-delà du COVID-19 et se voit renforcé par la crise de l'énergie. Dans un contexte de fragilisation de la démocratie et de montée en puissance de l'extrême droite partout en Europe, c'est un sentiment avec lequel il va falloir compter.

Notre mouvement social s'est construit en apportant au monde du travail en général, et à ses membres en particulier, protection (via la sécurité sociale) et reconnaissance (via la démarche d'éducation permanente, la démocratie participative interne et les activités de proximité). Gageons que cette capacité à renforcer les liens de participation et de citoyenneté puisse à nouveau s'actualiser pour répondre aux enjeux de notre temps.

Le mot de la fin

L'enquête populaire en MOC avait l'ambition de travailler à plusieurs échelles. D'un côté, la récolte et l'analyse des récits individuels et collectifs se sont faites au niveau des groupes et avaient pour but de mettre ceux-ci en mouvement, de les orienter vers l'action. De l'autre, le MOC, initiateur de la démarche, souhaitait s'appuyer sur la construction de ces savoirs collectifs critiques au niveau des groupes pour développer sa stratégie politique. Au terme de cette expérience, il apparaît que cette démarche a été paradoxale à bien des égards : dans son rapport au temps, au politique et au mouvement.

Tout d'abord, la question du temps s'est révélée épineuse, car alors que le temps de la pandémie et du confinement était un temps suspendu, nous avons conservé un rapport au temps marqué par le souci d'efficience

et de l'urgence. Cela s'est traduit pour les animateur-rices par une difficulté à mettre en place le nombre de séances prévues tout en éprouvant le besoin de pouvoir suivre les groupes sur un temps long pour poursuivre avec eux une démarche d'éducation permanente et de passage à l'action, une fois «le moteur lancé». La notion de «passage à l'action» s'est également trouvée au cœur d'un paradoxe. Car si la démarche de l'enquête a été saluée par les animateur-rices et les participant-es des groupes comme une démarche qui «redonne la parole et le pouvoir d'agir», qui «permet de passer de la rage à la construction»; le passage à l'action politique induit/espéré par le MOC semblait en décalage avec les aspirations, les vécus des participant-es dans le temps de l'enquête. Enfin, si le fait de travailler à l'échelle du mouvement nous a permis de revivifier collectivement une pratique historique du mouvement, cette échelle a parfois, paradoxalement, freiné des initiatives des groupes locaux, qui attendaient d'avancer en mouvement pour agir. Malgré tous ces paradoxes, la démarche d'enquête populaire en MOC à l'occasion de la pandémie a suscité l'intérêt des différentes parties prenantes et semble être source d'inspiration pour de nouvelles initiatives d'enquête populaire dans le MOC, à des échelles plus réduites cette fois. #

(*) Chercheuses FTU

1. Voir A.-F. MORDANT, M. BUCCI, J. GRAS, «Déconstruire la pandémie pour ouvrir de nouvelles perspectives d'agir», *Démocratie*, n° 12, décembre 2020, pp. 2-4; L. FAURE, A.-F. MORDANT, «Enquête populaire en MOC : quels apprentissages ?», *Démocratie*, n° 5, mai 2022, pp. 2-4. Disponibles en ligne : www.revue-democratie.be.

2. Sauf mention contraire, l'ensemble des citations est issu des paroles anonymisées des participant-es.

3. S. PAUGAM, *Le lien social*, Paris, PUF, 2008, 5^e édition, 2022.

4. F. BENATTIA, «Comment le COVID-19 malmène les rites et le temps du deuil», *The Conversation*, 2020, [en ligne].

5. *Idem*.

6. S. PAUGAM. *Ibid.*, p. 87.

